



© UNICEF/UN062031/VISHWANATHAN

METTONS FIN AU MARIAGE DES ENFANTS

Programme mondial UNFPA-UNICEF
visant à accélérer la lutte contre
le mariage d'enfants

Canada



Government of the Netherlands



unicef



ACCÉLÉRER ET AMPLIFIER LE CHANGEMENT— RÉSULTATS 2017

Par l'intermédiaire du Programme mondial, nous accélérons les mesures visant à mettre fin au mariage des enfants. De plus, l'UNFPA et l'UNICEF touchent davantage de filles. Le Programme mondial utilise les investissements pour élargir ses activités et les inscrire dans la durée. En 2017, il a dépensé plus de 24 millions de dollars, et a réalisé des investissements complémentaires de plus de 22 millions de dollars grâce à d'autres sources.

En 2017, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, plus d'un million de filles et quatre millions d'adultes membres de leurs communautés ont bénéficié d'informations, de formations et de services visant à mettre fin au mariage des enfants. Parmi les 12 pays cités plus haut, neuf ont mis au point des stratégies nationales pour mettre fin au mariage des enfants. Cinq d'entre elles ont été chiffrées, dont trois en 2017 (Ghana, Népal et Zambie).

Burkina Faso : Grâce à une aide fournie sous la forme de paiement de leurs frais de scolarité, de transferts en espèces ou en nature, ou de vélos, 12 000 adolescentes ont pu continuer d'aller à l'école. En outre, 35 000 adolescentes risquant d'être mariées ont bénéficié de services sociaux, d'une aide juridique et de services de santé.

Niger : Deux cent cinquante communautés ont officiellement déclaré l'abandon du mariage des enfants après six à douze mois d'échanges intenses auxquels ont participé 50 000 personnes. Grâce à la médiation et à la concertation avec les parents, 229 mariages d'enfants prévus ont été évités, et 614 enfants (dont 80 % de filles) ont pu retourner à l'école.

Sierra Leone : Plus de 12 000 adolescentes ont renforcé leur capacité à s'imposer et à prendre des décisions, leurs connaissances concernant la santé sexuelle et reproductive, et leur capacité d'émancipation économique grâce à des formations sur les compétences essentielles dispensées par 340 conseillers formés dans 160 espaces sûrs nouvellement créés pour les filles.

Ghana : Le contexte réglementaire pour les droits et le développement des filles a été amélioré grâce à la rédaction et au lancement du Cadre stratégique national pour mettre fin au mariage des enfants, inscrit au budget, de la Stratégie de lutte contre les grossesses adolescentes, chiffrée, et de la Politique gouvernementale en faveur d'un enseignement secondaire gratuit.

Zambie : Un plan d'action national plurisectoriel sur le mariage des enfants a été élaboré. Il dispose d'un budget propre et vise à développer une éducation de qualité, des services de santé sexuelle et reproductive attentifs aux besoins des adolescentes, des services de protection sociale et de protection de l'enfance, des formations professionnelles et de loisir, ainsi que les perspectives d'emploi pour les adolescentes. Il est actuellement mis en œuvre dans deux districts pilotes dont la population est estimée à environ 320 000 personnes au total.

Yémen : Grâce à des séances de sensibilisation aux questions liées à la protection de l'enfance organisées localement, 100 000 membres des communautés, responsables et imams ont enrichi leurs connaissances sur les bienfaits du report des mariages et de la scolarisation des adolescentes.

Népal : Dans le cadre du programme *Rupantaran*, 9 600 adolescentes menacées par le mariage ont amélioré leurs compétences sociales et financières, et ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive grâce à des visites régulières dans des centres de santé attentifs à leurs besoins.

Inde : Au Rajasthan (69 millions d'habitants), l'un des États de l'Inde où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée, le plan d'action plurisectoriel visant à mettre fin à cette pratique veille à ce que les secteurs concernés (santé, éducation, responsabilisation sociale, pouvoirs publics locaux et développement rural) s'engagent à lutter contre le phénomène.

Bangladesh : Près de 68 000 adolescentes ont bénéficié de conseils et de services de santé intégrant la dimension de genre grâce à 70 nouveaux espaces dédiés au sein des établissements de santé publics.

Éthiopie : Plus de 100 000 adolescentes ont bénéficié d'une amélioration de la qualité de leur éducation, car les enseignants de 460 écoles ont reçu des formations sur la pédagogie intégrant la dimension de genre et sur les systèmes de prévention et de protection contre la violence sexiste à l'école.

Mozambique : Des espaces sûrs au sein de leur communauté et un transfert vers des services attentifs à leurs besoins ont été proposés à 74 000 adolescentes. Plus de 9 500 filles ont fait appel à ces services ; 424 ont utilisé des méthodes de planification familiale ; plus de 2 300 se sont inscrites à l'école et ont poursuivi leurs études ; 570 ont accédé à des services d'enregistrement des naissances ; et 122 ont obtenu une pièce d'identité.

Ouganda : Grâce aux clubs scolaires, aux campagnes en faveur du retour à l'école et à des formations leur permettant d'obtenir des compétences essentielles et des connaissances financières, 27 000 adolescentes ont consolidé leurs aptitudes de base. Elles ont ainsi pu découvrir leurs droits et faire des choix dans de meilleures conditions.

« QUAND JE VOYAIS DES ADOLESCENTES QUI REFUSAIENT DE SE MARIER, JE PENSAIS QUE C'ÉTAIT DES REBELLES... MAIS MAINTENANT, JE COMPRENDS LEUR REFUS. ELLES VOULAIENT JUSTE DÉFENDRE LEURS DROITS. »

— Ramatou Abdoul Hamidou, 14 ans

© UNFPA NIGER/TAGAZA DJIBO

Au Niger, les filles sont censées respecter la décision de leur famille, mais lorsque ses parents ont arrangé son mariage l'année dernière, Ramatou n'était pas d'accord. Elle a protesté, et après l'intervention de son conseiller et de l'imam local, ses parents sont revenus sur leur décision.



TRADUIRE L'ENGAGEMENT EN ACTIONS CONCRÈTES GRÂCE À CINQ STRATÉGIES ÉPROUVÉES

- **Donner aux adolescentes déjà mariées, ou menacées de l'être, les moyens d'exprimer leurs opinions et de faire des choix, et faciliter leur participation à l'éducation.** Les filles doivent être correctement informées des conséquences du mariage à un âge précoce et apprendre à défendre leurs propres intérêts. En leur fournissant des informations et des compétences essentielles, et en les aidant à établir des réseaux d'entraide et à poursuivre leurs études, on favorise leur éducation et leur estime de soi. Elles seront alors plus à même de prendre des décisions éclairées et de mener la vie qu'elles souhaitent.
- **Informers les familles, les communautés et les dirigeants et les inciter à investir en faveur des adolescentes.** Souvent, les décisions concernant le mariage des enfants sont prises essentiellement par les parents et les membres de la communauté, notamment les hommes et les garçons. En discutant avec eux de l'importance de l'éducation des filles et des conséquences négatives du mariage des enfants, il est possible de persuader les familles et les communautés de renoncer au mariage précoce et d'aider les filles à réaliser leurs rêves en leur présentant d'autres possibilités pour leur avenir.
- **Renforcer l'accessibilité, la qualité et la réactivité des services destinés aux adolescentes dans des secteurs clés.** L'amélioration de l'accès à un système d'éducation, de santé, de protection de l'enfance et de protection sociale de qualité ouvre des perspectives plus favorables aux adolescentes. Ces services leur permettent d'éviter d'éventuelles grossesses, de poursuivre leur éducation et de se bâtir un avenir.
- **Favoriser l'adoption de législations et de politiques nationales destinées à protéger et à défendre les droits des adolescentes.** Les pouvoirs publics peuvent protéger les filles de pratiques préjudiciables en renforçant les dispositions juridiques, en harmonisant le droit écrit et le droit coutumier, et en faisant respecter les lois. Les stratégies et les plans nationaux permettent de répondre aux multiples problèmes rencontrés par les adolescentes, notamment – mais pas uniquement – le mariage précoce.
- **Produire et utiliser des données et des informations fiables pour guider les programmes et les politiques visant les adolescentes.** Pour élaborer des politiques et des programmes judicieux et efficaces, capables d'entraîner un changement à grande échelle, il est essentiel d'investir dans les données et de produire et diffuser des informations concernant les actions utiles pour prévenir le mariage des enfants.



ACTUELLEMENT, 12 MILLIONS DE FILLES SONT MARIÉES CHAQUE ANNÉE AVANT D'ATTEINDRE L'ÂGE ADULTE, SOIT UNE FILLE SUR CINQ.

- Si nous ne réalisons pas d'avancées supplémentaires pour mettre fin au mariage des enfants, d'ici à 2030, plus de 150 millions d'autres filles se seront mariées avant leur 18^e anniversaire.
- La part de filles concernées par cette pratique est anormalement élevée, puisqu'elles sont cinq fois plus touchées que les garçons.
- Dans le monde, la prévalence du mariage des enfants diminue, mais **les progrès doivent être accélérés de manière considérable si l'on veut mettre fin à la pratique d'ici à 2030** pour atteindre la cible des objectifs de développement durable (ODD)¹.

Il est essentiel de mettre fin au mariage des enfants pour permettre à des millions de filles de mener une vie meilleure et de réaliser leur potentiel. En outre, cela permettrait d'éliminer des coûts importants liés à la fertilité, à la santé, à la nutrition, à l'éducation et aux rémunérations, non seulement pour les jeunes mariées, mais également pour leur famille et les pays où a cours cette pratique².

Depuis 2016, le **Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)** et le **Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**

tentent de mettre fin à cette pratique grâce au Programme mondial visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants.

L'objectif du programme sur 15 ans est de défendre le droit des filles à ne pas se marier ou mener de grossesse avant l'âge adulte³, et de leur permettre de réaliser leurs rêves grâce à l'éducation ou par d'autres moyens.

Le Programme a contribué à faire naître et à entretenir une forte volonté sociale et politique pour mettre fin au mariage des enfants à l'échelle mondiale. Cela s'est traduit par :

- plusieurs résolutions concernant le mariage des enfants, le mariage précoce et le mariage forcé adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme⁴ ; et
- des rassemblements politiques tels que la Réunion de haut niveau pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et centrale, organisée à Dakar (Sénégal) en 2017, qui a permis de réaffirmer le renforcement des actions menées par des États clés⁵.

Le Programme mondial est particulièrement bien placé pour accélérer les actions visant à mettre fin au mariage des enfants. Il met à profit

la présence de longue date de l'UNICEF et de l'UNFPA dans les pays concernés afin de mobiliser les acteurs influents et les principaux décideurs, à savoir des organisations internationales et régionales telles que l'Union africaine et l'Initiative sud-asiatique visant à mettre fin aux violences faites aux enfants, les pouvoirs publics et les responsables locaux, ainsi que les parents, les filles et les garçons.

Le Programme mondial **s'appuie sur des partenariats indispensables pour obtenir des résultats sur le terrain et mettre en œuvre des changements significatifs applicables à grande échelle.** Il développe la capacité des pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales à répondre rapidement aux besoins des jeunes filles, et s'engage avec la société civile (par exemple, les membres du réseau international *Filles, pas épouses*, des organisations religieuses, des universitaires ou encore le secteur privé) en faveur d'actions coordonnées et responsables. Le Programme mondial travaille également avec des organisations humanitaires, et mène des interventions essentielles pour répondre à des crises humanitaires prolongées comme celles au Yémen.

Le Programme mondial s'efforce de donner voix au chapitre à des adolescentes âgées de 10 à 19 ans déjà mariées ou menacées de l'être dans 12 pays où la prévalence de cette pratique est élevée : le Bangladesh, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, le Mozambique, le Népal, le Niger, l'Ouganda, la Sierra Leone, le Yémen et la Zambie.

¹ Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018 ; ² Wodon, et al., *Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report*, Washington, D.C. : Banque mondiale et International Center for Research on Women, 2017 ; ³ La Convention relative aux droits de l'enfant définit un « enfant » comme une personne âgée de moins de 18 ans, sauf si la législation du pays fixe la majorité à un âge inférieur ; ⁴ Résolution A/69/156 de l'Assemblée générale ; Résolution A/71/175 de l'Assemblée générale ; HRC/29/L.15 ; HRC/35/L.26 ; ⁵ Document final officiel de la Réunion de haut niveau pour mettre fin au mariage des enfants <https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2017/10/2017_10_25HLMOutcomedocument_ENFinal.pdf>

SE DÉVELOPPER ET INNOVER POUR S'INSCRIRE DANS LA DURÉE



METTRE À PROFIT LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

- En Inde, les clubs de filles Kanyashree, gérés par les pouvoirs publics et soutenus par le Programme mondial, outillent les filles pour qu'elles deviennent actrices du changement grâce à des séances de sensibilisation et à des activités de vulgarisation sur le mariage des enfants et d'autres sujets liés à l'adolescence. Les clubs sont associés à un système de transfert conditionnel en espèces par les pouvoirs publics qui permet de favoriser l'inscription des filles à l'école, ce qui accroît les possibilités de changement social et comportemental.
- En Ouganda, l'Initiative présidentielle pour une stratégie de communication sur le sida auprès des jeunes (PIASCY) a été intégrée au Plan d'action national visant à mettre fin au mariage des enfants, et est mise en œuvre dans 11 districts. Le Programme mondial collabore avec la PIASCY afin d'élaborer et de mettre en œuvre la Stratégie nationale en faveur de l'éducation des filles qui permettra aux adolescentes de poursuivre leurs études. Grâce à la PIASCY, plus de 51 000 adolescentes ont bénéficié de formations sur les compétences essentielles.

#ENDChildMarriage

MOBILISER LES JEUNES

- Grâce à la plateforme mobile U-Report, utilisée par le Programme mondial au Mozambique, en Ouganda, en Sierra Leone et en Zambie, plus de 470 000 utilisateurs âgés de 10 à 24 ans peuvent directement obtenir et partager des informations, exprimer leur opinion et parler des questions qui les concernent via leur téléphone portable.
- En 2017, avec l'aide du Programme mondial, le Gouvernement du Bangladesh a lancé une campagne multimédia sur le thème « Faites du bruit pour mettre fin au mariage des enfants ». Les courts-métrages de la campagne ont été partagés sur les médias sociaux de l'UNICEF et ont été visionnés par plus de 15 millions de personnes, essentiellement des adolescents.

MOBILISER LES RESPONSABLES RELIGIEUX

- Au Mozambique, le Programme mondial a établi un partenariat avec le Conseil des religions et le Programme interreligieux de lutte contre la malaria (PIRCOM) afin de réunir plusieurs religions pour mettre fin au mariage des enfants et de former les responsables religieux sur différents sujets, en collaboration avec le Ministère de la santé. Cette formation prévoit des débats sur les enjeux liés à la santé sexuelle et reproductive et sur la prévention du mariage des enfants, séances qui s'appuient sur des versets de la Bible et du Coran.
- Au Népal, grâce au partenariat établi entre le Programme mondial et le Réseau national interreligieux, des responsables religieux bénéficient de formations sur les droits des enfants, le mariage des enfants et les questions d'égalité des sexes. Au sein des communautés, les responsables formés sont appelés à condamner le mariage des enfants et à mobiliser les fidèles lors des prêches religieux pour mettre fin au mariage des enfants.